

# LE MENSONGE DE LA STABILITÉ...

Tous les gouvernements, depuis que le monde est monde et qu'il y a des gouvernements, n'ont qu'un but, c'est de durer. Celui du général de Gaulle ne fait pas exception. Comme tous les gouvernements, il prêche la stabilité: stabilité des prix, des salaires, stabilité de la monnaie, des changes, etc... Et n'oublions pas, même s'il n'en est pas question, stabilité des profits, des privilèges, des situations acquises, que ce soit par le travail, la spéculation, ou le vol. Si, à ce sujet, le silence est de rigueur, c'est que, en réalité, on prêche la stabilité, précisément pour que soit possible, non seulement le maintien des profits mais leur constante et progressive augmentation. C'est pour cette raison que ces mêmes gouvernements poursuivent aussi l'expansion de l'économie qui, à ce qu'ils disent, doit permettre, à échéance, l'amélioration générale du niveau de vie, sans s'apercevoir - tout au moins pour ceux qui sont sincères - de l'évidente contradiction qui existe entre ces deux volontés: d'un côté vouloir la stabilisation de la consommation, de l'autre vouloir l'expansion, c'est-à-dire l'accroissement de la production.

Nos nouveaux maîtres ne s'embarrassent pas des réalités impératives de l'économie qui n'est pas docile à souhait. Ils oublient ou semblent oublier que pour commander à l'économie, il faut d'abord lui obéir. En voulant obliger les faits à se conformer à leurs exigences, il est tout naturel qu'ils aient rencontré certains obstacles: d'abord la résistance de ceux qui sont lésés, en particulier les travailleurs, les éternelles victimes, et la masse des consommateurs gros et petits; et en même temps celle qu'oppose la loi économique qui ne connaît pas les combinaisons intéressées des hommes. C'est ce dernier point que nous allons essayer de mettre en évidence.

## **HERESIE ECONOMIQUE:**

Pour nous, la contradiction saute aux yeux. S'il y a expansion il n'y a pas stabilité. L'expansion dans la stabilité est une absurdité, ou si l'on préfère, une hérésie économique. Expliquons-nous.

Expansion économique signifie accroissement de la production. Or, cette augmentation ne peut provenir que de deux sources: soit une augmentation de la durée ou de l'intensité du travail, soit par une plus grande ou meilleure utilisation du progrès technique, de la rationalisation ou de la mécanisation. Dans le premier cas, peut-on parler de stabilisation des salaires, à moins d'admettre que les salariés consentent à travailler plus sans être payés davantage. Dans le second cas, on sait bien maintenant que les pas de géants faits dans la manière de produire aboutissent la plupart du temps au licenciement d'une partie de la main-d'œuvre. Des ouvriers perdent leurs salaires en attendant d'être embauchés ailleurs. Là aussi expansion et stabilisation se contredisent.

Pour les prix, la contradiction est non moins apparente. Là, les impératifs qui commandent aux échanges et aux circuits de distribution sont extrêmement sensibles et tout système dirigiste qui les méconnaît n'a aucune chance de réussir. Au sujet des prix et du pouvoir d'achat, il faut toujours se rappeler ceci; le pouvoir d'achat nominal de la population ne peut ni augmenter ni baisser, la seule chose possible, c'est la modification dans sa répartition. Abstraction faite, cela va de soi, de toute manipulation qui tendrait à modifier le volume de la circulation monétaire, et qui au surplus n'aurait qu'un effet momentané et au fond ne contredit pas cet impératif. Ce qui importe c'est de savoir ce qu'on peut acheter avec son argent, c'est-à-dire le pouvoir d'achat de l'argent.

## **UNE GALEJADE:**

Ce sont là vérités de sens commun. Il est évident qu'avec le même revenu on peut acheter moins quand les prix montent et davantage quand les prix sont plus bas. Maintenant, une autre évidence: le pouvoir d'achat individuel a une limite. Quand par exemple la ménagère va faire ses achats avec deux ou

trois mille francs elle ne peut pas dépenser plus. On aura beau illuminer les vitrines, garnir les étalages, couvrir les murs de réclames alléchantes, malgré tous ses désirs et toutes les tentations elle ne pourra pas acheter davantage si les prix ne baissent pas. Pour elle l'expansion est un leurre ou une galéjade.

Tant que la masse monétaire reste stable, on peut concevoir une stabilité relative des prix. Je dis relative car il est possible que pour une raison ou pour une autre certains consommateurs épargnent ou thésaurisent, c'est-à-dire achètent moins, ce qui a pour effet de faire baisser les prix ; mais il est possible aussi que d'autres consommateurs augmentent leurs achats parce qu'ils avaient thésaurisé ou épargné, ce qui a pour conséquence de faire monter les prix et par suite d'annuler la tendance contraire. Mais s'il y a expansion de l'économie, l'équilibre possible est forcément rompu et si la production nouvelle est jetée sur le marché elle ne peut s'écouler que si les prix baissent ou si le volume de la circulation monétaire s'accroît, autrement dit s'il y a inflation.

On peut m'objecter qu'en ce moment les produits dus à l'expansion s'écoulent malgré la stabilité des prix et même malgré une hausse généralisée que le gouvernement essaie de stopper. Cela est parfaitement exact, mais si, dans l'ensemble, ces produits s'échangent, c'est tout simplement à la place d'autres produits qui restent à l'étalage, à la fabrique et qui peut-être ne se vendront plus. C'est la conséquence fatale du déterminisme économique cité plus haut concernant le pouvoir d'achat. A mon avis, on touche du doigt ici le mécanisme des calculs mensongers utilisés par nos dirigeants. Les privilégiés et en général les gens aisés ont le pouvoir de provoquer des hausses de prix de produits qu'ils créent ou manipulent, ou des services où s'exercent leurs activités, et par là de compenser les pertes qu'ils subissent par ailleurs. Mais qui fait les frais de cet entretien du pouvoir d'achat des riches ? Les salariés de la base par du travail non payé, les petits paysans, les petits commerçants par une taxation qui permet aux gros de faire de gros bénéfices, mais qui ne permet pas aux petits de vivre décemment. Très habilement, les pouvoirs responsables de cette existence parallèle de deux économies oppose non pas les petits aux gros, par exemple les petits salariés aux gros salariés, les petits paysans aux gros paysans, le petit commerce au gros commerce, mais des ensembles économiques : paysans contre salariés, commerçants contre consommateurs, etc... La presse grande et petite, la radio, et malheureusement aussi les syndicats emboîtent le pas, excitent les passions, et c'est ainsi que vont les choses et que durent les gouvernements, dans le mensonge d'une impossible stabilité ou dans la poursuite d'une conjoncture qui s'évanouit dès qu'elle est atteinte.

Ma conclusion à cette courte et bien incomplète étude servira de réponse à ceux qui accusent le monde libertaire de critiquer sans mesure et de ne jamais apporter de solutions constructives. Pour ma part, je ne crois pas mériter ce reproche. Ainsi, dans cette question des prix, je suis de l'avis du camarade Mercier qui, dans *«La Révolution prolétarienne»*, nous dit qu'il y a une place à prendre pour la classe ouvrière. Voici comment je vois la chose.

### **ACTION SYNDICALE:**

Le rôle des syndicats est, cela va de soi, de défendre en premier lieu, les intérêts immédiats des travailleurs : salaires suffisants, sécurité dans le travail et dans l'emploi. Mais leur action profonde, révolutionnaire, au sens plein du mot, ne doit pas se confondre avec celle des employeurs et des chefs d'entreprise pour qui le progrès technique, la rentabilité, le rendement, ne sont que des moyens d'empocher davantage de profits, sans se préoccuper des conséquences dans l'économie générale. Les syndicats ouvriers, animés par un autre esprit, voyant plus loin que les patrons ou dirigeants, devraient exiger d'une façon impérative, par la grève au besoin, que tous les bénéfices des entreprises soient consacrés d'abord à la baisse des prix, des produits créés par ces entreprises, et ensuite si cela est nécessaire à l'auto-financement ou à de nouveaux investissements. Les travailleurs qui acceptent de participer au partage des profits par des primes ou par la voie de l'intéressement se rendent-ils compte qu'ils se font les complices de ce capitalisme condamné et honni de tout temps par leurs aînés !

Cette action facile à réaliser, appuyée par la grande masse des consommateurs, aurait l'oreille de l'opinion publique et il serait difficile aux dirigeants et au patronat de la désavouer. Cette socialisation des profits par la baisse des prix, n'est-ce pas la réalisation d'un des points du socialisme ? En tout cas, c'est un beau programme d'action directe et d'esprit libertaire qui s'offre au monde ouvrier et qui n'est aucunement en contradiction avec la poursuite de l'augmentation des salaires. Le diptyque bas prix et

hauts salaires qui symbolisait les programmes d'action des travailleurs américains est à l'origine de leur bien-être moral et matériel relativement élevé.

Des camarades d'esprit marxiste fataliste et démodé diront: à quoi bon faire baisser les prix si l'Etat, les patrons et les techniciens qui dirigent l'économie ont le pouvoir de faire baisser les salaires. La réponse est facile. Si les travailleurs, par leur action propre, directe, arrivent à réaliser cette baisse de prix de tous les produits dus à la productivité des nouvelles techniques, c'est qu'ils seront capables de répondre victorieusement et facilement à toute tentative de baisse des salaires. Qui peut le plus peut le moins.

Maintenant, si la mentalité des travailleurs est telle qu'ils n'ont de soucis que d'empocher le plus d'argent possible par leur travail sans se préoccuper si ce n'est pas aux dépens de certaines catégories de leurs camarades, alors c'est que tout est compromis; il ne faut plus parler de solidarité, encore moins de classe ouvrière. Le monde du travail n'est plus qu'un troupeau, qu'une main d'oeuvre exploitable et corvéable à merci.

**Jean FONTAINE.**

-----